

1986-1992 Le Portugal dans les Communautés européennes

Source: CVCE. João Ferreira do Amaral.

Copyright: (c) CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/1986_1992_le_portugal_dans_les_communautes_europeenn-es-fr-04ffeb68-7bf8-4657-82e5-1c51c96bad72.html



Date de dernière mise à jour: 10/08/2016

1986-1992 Le Portugal dans les Communautés européennes

L'adhésion du Portugal aux Communautés, simultanément avec l'Espagne, eut des effets rapides et de grande ampleur sur l'économie portugaise: ainsi, le commerce avec l'Espagne, qui se trouvait artificiellement restreint en raison des barrières douanières entre les deux pays connut immédiatement une augmentation très marquée, si bien que l'Espagne devint le plus grand fournisseur du Portugal et son deuxième plus grand client. Par ailleurs, la confiance occasionnée chez les investisseurs par l'appartenance du Portugal à la CEE déboucha sur une augmentation importante des investissements étrangers, qui tenaient jusque là une place réduite dans le total des investissements réalisés au Portugal. Enfin, l'accès aux fonds structurels permit d'accroître l'investissement dans les infrastructures et dans la formation professionnelle, tous deux représentant des domaines où l'économie portugaise présentait de fortes carences.

L'impact de ces facteurs conjointement avec la période favorable dans laquelle se trouvait l'économie européenne permirent à l'économie portugaise d'enregistrer des niveaux élevés de croissance économique, permettant une rapide convergence avec les autres pays membres de la CEE, en même temps que s'opérait un intense processus de modernisation dans les domaines les plus divers de l'économie et de la société en général.

Dans le même temps, durant cette période, débutait un processus de privatisations qui allait, plus tard, permettre à l'État de recourir aux recettes respectives pour réduire sa dette publique et de créer ou de consolider des groupes économiques importants dans des secteurs de l'industrie, de l'énergie, des banques et des assurances, des télécommunications et des autoroutes.

Cette période fut aussi marquée par l'adaptation de l'économie à la réalisation du marché intérieur, avec l'accent mis particulièrement sur la libéralisation des mouvements de capitaux avec l'extérieur, qui se fit graduellement pour s'achever fin 1992.

Cette libéralisation alla de pair avec le développement du marché financier, sur la base des privatisations de banques nationalisées et des nouvelles banques, privées, créées entre-temps.